



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne sur sa
visite bilatérale au Panama et sa participation à la 3^e
rencontre du Réseau parlementaire sur le changement
climatique de ParlAmericas**

Section canadienne de ParlAmericas

**Ville de Panama (Panama)
Du 1^{er} au 5 octobre 2018**

Rapport

MEMBRES DE LA DÉLÉGATION ET PERSONNEL

Du 1^{er} au 5 octobre 2018, l'honorable Robert Nault, C.P., député, président de ParlAmericas et président de la Section canadienne de ParlAmericas, a dirigé une délégation omnipartite à Panama pour participer à des réunions bilatérales et à la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas.

L'honorable Steven Blaney, C.P., député, ainsi que les députés François Choquette, Randy Hoback et Marc Serré faisaient également partie de la délégation. La délégation était accompagnée de David Andrés Novoa, secrétaire exécutif de la Section canadienne, et de Nadia Faucher, conseillère de la Section canadienne.

ACTIVITÉS AU COURS DE LA VISITE BILATÉRALE

SÉANCE D'INFORMATION AVEC DES REPRÉSENTANTS DE L'AMBASSADE DU CANADA AU PANAMA

Des représentants de l'ambassade du Canada au Panama ont offert une séance d'information à la délégation canadienne sur des sujets comme les priorités stratégiques du gouvernement panaméen, les priorités du gouvernement canadien au Panama et les questions de sécurité régionale en Amérique centrale. La délégation a également reçu une séance d'information sur les mesures de sécurité à prendre et les secteurs à éviter au Panama.

Les délégués ont été informés que le Panama est un pays urbain multiculturel et que la moitié de ses 4 millions d'habitants vivent dans la région métropolitaine de la ville de Panama. Près de 20 % des Panaméens sont d'origine asiatique et 11 % sont des Autochtones. Depuis quelque temps, l'économie du Panama, dont les trois quarts sont axés sur les services, connaît une croissance constante. Au cours des cinq dernières années, le pays a réduit le taux de pauvreté de 5 %, mais les revenus sont toujours répartis de façon inégale. Le plan stratégique de 2014-2019 du gouvernement du Panama est axé sur l'inclusion sociale, le développement économique, les infrastructures, le renforcement institutionnel et la gouvernance des institutions. De plus, le Panama s'établit comme une plaque tournante dans la région et une porte d'entrée aux Amériques. Le siège de plusieurs organismes régionaux des Nations Unies se trouve à Panama.

Les priorités de l'ambassade sont le commerce, la sécurité, les droits de la personne, l'égalité des sexes et la bonne gouvernance. Les délégués ont été informés que les efforts de « promotion » du commerce de l'ambassade sont axés sur des secteurs comme l'éducation, l'agriculture et les technologies propres. Le personnel de l'ambassade encourage aussi le commerce dans les secteurs de la défense, de la sécurité et de l'exploitation minière.

En ce qui concerne les questions de sécurité, le bureau régional de gestion des urgences pour l'Amérique latine et les Caraïbes se trouve dans l'ambassade. Le bureau offre de la formation et des conseils aux employés des ambassades canadiennes dans la région sur la préparation en cas de catastrophe, de troubles civils et d'autres urgences. Des agents régionaux de l'Agence des services frontaliers du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada sont en poste au Panama. Ils collaborent avec les autorités du Panama et d'autres pays dans la région sur les questions touchant aux frontières, à la migration illégale, au trafic de stupéfiants et au blanchiment d'argent.

Lors de la séance d'information, M. Nault, M. Hoback et M. Serré ont posé des questions sur la responsabilité sociale des entreprises au Panama et ont mentionné que le Canada peut communiquer ses pratiques exemplaires à cet égard.

RÉUNION AVEC L'ASSOCIATION DE DIRIGEANTS D'ENTREPRISES DU PANAMA

La délégation canadienne a rencontré des employés et des membres du conseil d'administration de l'Asociación Panameña de Ejecutivos de Empresas (Association de dirigeants d'entreprises du Panama, ou APEDE), dont M^{me} Fanny De La Rosa, secrétaire générale du conseil. L'APEDE a présenté sa « Vision País 2025 » (vision nationale 2025), qui découle des consultations menées auprès du secteur privé sur les façons de promouvoir la croissance durable et l'inclusion au Panama. « Vision País 2025 » comporte des volets régionaux qui tiennent compte des divers besoins, réalités et perspectives au Panama. L'APEDE donne des ateliers à divers intervenants afin de faciliter la mise en œuvre de « Vision País 2025 » et a commencé un processus de consultation en vue d'élaborer une vision nationale 2050.

Les participants ont parlé d'autres sujets au cours de la réunion, notamment l'appui de l'APEDE qui vise à améliorer les normes environnementales de ses membres et des moyens de favoriser les consultations entre les parlementaires et le secteur privé. La délégation a encouragé l'APEDE à communiquer régulièrement avec les parlementaires, y compris ceux qui sont membres des partis d'opposition.

M. Nault s'est informé des lois et des institutions qui contribuent au développement économique du Panama. L'APEDE a fait remarquer que l'économie du Panama a évolué plus rapidement que ses lois et ses institutions. Elle estime donc que les cadres et les institutions juridiques du pays devraient être renforcés.

RÉUNION AVEC DES PARLEMENTAIRES DU PANAMA

La délégation canadienne a rencontré les représentants suivants de l'Assemblée nationale du Panama : M. Leandro Avila, vice-président de l'Assemblée nationale; M. Elias Castillo, président du Parlement latino-américain; M. Javier Ortega; et M^{me} Mariela Vega.

La délégation et les parlementaires du Panama ont discuté de divers sujets, dont le renforcement des relations entre le Canada et le Panama et l'amélioration des consultations entre les parlementaires et les gens d'affaires. De plus, ils ont exprimé leurs opinions sur les moyens de réduire les inégalités au Panama, d'élaborer des politiques

migratoires et de mettre en commun des pratiques exemplaires portant sur la collaboration avec des groupes autochtones en vue de planifier le développement économique sur leurs territoires. Les parlementaires panaméens ont indiqué que les systèmes de santé et d'éducation du Canada sont une source d'inspiration pour eux.

M. Hoback a posé des questions sur les répercussions de la situation humanitaire au Venezuela sur le Panama. Les parlementaires panaméens ont observé une hausse du nombre de migrants illégaux et de réfugiés au Panama et une baisse des possibilités commerciales des entreprises panaméennes au Venezuela.

RÉUNION AVEC L'OMBUDSMAN DES DROITS DE LA PERSONNE ET TRANSPARENCY INTERNATIONAL

La délégation canadienne a rencontré M^{me} Lina Vega, présidente de la Fundación para el Desarrollo de la Libertad Ciudadana (Fondation pour l'expansion de la liberté des citoyens), qui est la section panaméenne de Transparency International, et M. Alfredo Castillero, l'ombudsman des droits de la personne du Panama.

Au cours de la réunion, les participants ont discuté notamment de la transparence, de la corruption, de la professionnalisation des fonctionnaires et des prochaines élections législatives du Panama.

VISITE DU CENTRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS C5

M. Jonattan Del Rosario, vice-ministre de la Sécurité du Panama, a accompagné la délégation canadienne lors d'une visite des installations de télécommunications de la police panaméenne, qui seront connues sous le nom de centre de télécommunications C5 et qui sont en construction sur le site du quartier général de la police du Panama. La délégation a été informée que le centre de télécommunications C5 centralisera et coordonnera les communications et les bases de données liées à la surveillance à Panama, ce qui devrait permettre aux forces de sécurité du Panama d'intervenir plus rapidement en cas d'urgence et de prévenir plus de menaces à la sécurité.

En plus de construire le centre de télécommunications C5, le service de police du Panama installera environ 500 nouvelles caméras de surveillance en prévision de la Journée mondiale de la jeunesse, qui se tiendra en janvier 2019. La délégation a visité les installations de communications temporaires qui seront utilisées pendant la Journée mondiale de la jeunesse puisque le centre de télécommunications C5 ne sera pas encore opérationnel.

RÉUNION AVEC LE BUREAU DES NATIONS UNIES POUR LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE – BUREAU RÉGIONAL DES AMÉRIQUES

Lors d'une réunion avec la délégation canadienne, M. Raul Salazar, le chef du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe – bureau régional des Amériques, a expliqué que le mandat du Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR) est de préconiser le « Cadre d'action de Sendai pour

la réduction des risques de catastrophe 2015-2030 ». L'UNISDR aide les pays à élaborer leur cadre d'action pour la réduction des risques de catastrophe. M. Salazar a fait remarquer que le travail de l'UNISDR avec les parlementaires est important parce que l'un des objectifs du cadre d'action de Sendai consiste à renforcer la gouvernance et à mettre en place les mesures législatives appropriées.

M. Salazar a parlé des tendances relatives aux répercussions des catastrophes. Selon lui, bien que les catastrophes naturelles tuent moins de gens que par le passé, elles causent de plus en plus de dommages et de pertes. Les délégués ont indiqué que les demandes de règlements au Canada sont à la hausse en raison d'inondations et de feux de forêt de grande envergure.

En outre, M. Salazar a indiqué que les coûts et les répercussions des catastrophes sont probablement sous-estimés parce que les catastrophes de petite envergure ne sont généralement pas incluses sur la plateforme en ligne de l'UNISDR. Il estime que les pertes économiques imputables aux catastrophes commencent à nuire au développement économique et pourraient entraîner une croissance négative dans certains pays.

Les délégués craignent qu'un certain nombre de pays dans les Amériques et les Caraïbes n'aient probablement pas les moyens de reconstruire leurs infrastructures à chaque fois que survient une catastrophe naturelle de grande envergure. Ils se sont informés auprès de M. Salazar des options pour appuyer ces pays. Il a parlé de la construction d'infrastructures résilientes, de l'assurance des biens (comme les hôpitaux et les écoles) et la négociation de primes d'assurance à l'échelle régionale afin de réduire les coûts.

RÉUNION AVEC L'OFFICE DES NATIONS UNIES CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME

M. José Vila del Castillo, le représentant régional de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a parlé à la délégation canadienne des priorités actuelles de l'ONUDC dans les Amériques et les Caraïbes ainsi que des résultats obtenus par les programmes financés par le Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité (PARCLC) du gouvernement du Canada.

L'ONUDC appuie les pays dans les Amériques et les Caraïbes en fournissant de l'expertise technique et en communiquant des pratiques exemplaires conçues pour lutter contre le trafic de stupéfiants, la traite des personnes et le trafic illicite de migrants, le trafic d'armes à feu, la corruption et le blanchiment d'argent. L'ONUDC fait le suivi des principales tendances et aide les pays à élaborer des politiques locales et à coopérer à l'échelle régionale dans tous ces domaines. Certaines nouvelles difficultés dans les Amériques et les Caraïbes incluent la violence et le déplacement forcé causés par les activités criminelles des gangs, la présence de l'extrémisme islamique dans les Caraïbes et le risque de menaces terroristes connexes, une crise sociopolitique liée à la migration et une hausse de la production de coca en Amérique du Sud qui mène à une hausse du trafic de stupéfiants.

M. Vila del Castillo a informé la délégation des résultats des programmes financés par le PARCLC. Par exemple, dans le cadre du programme de lutte contre la cybercriminalité,

le nombre de cybercrimes qui font l'objet d'une enquête par le service de police national du Guatemala a augmenté de 150 % et le nombre de poursuites intentées contre les auteurs de ces crimes par le Bureau du procureur général du Guatemala a augmenté de 120 %. De plus, dans le cadre du programme de lutte contre la traite des personnes, 500 fonctionnaires de l'Amérique centrale et de la République dominicaine ont reçu une formation. Enfin, dans le cadre du programme de lutte contre la corruption, des pays comme le Grenade et la Barbade ont reçu de l'aide juridique pour modifier ou réviser les lois conçues pour prévenir la corruption.

RÉUNION AVEC LA VICE-PRÉSIDENTE ET MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU PANAMA

Lors de sa réunion avec la délégation canadienne, M^{me} Isabel de Saint Malo de Alvarado, vice présidente et ministre des Affaires étrangères du Panama, a souligné les valeurs communes au Canada et au Panama et l'étroite relation entre les deux pays. Elle a également souligné l'intérêt du Panama à voir une hausse des investissements canadiens dans le pays, à améliorer la connectivité aérienne et à simplifier les processus de demande de visa pour les Panaméens qui veulent se rendre au Canada.

Des délégués ont fait remarquer que le Canada et le Panama pourraient encourager le commerce entre les deux pays et ont étudié les raisons du faible commerce bilatéral, malgré l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et le Panama en avril 2013. M^{me} de Saint Malo de Alvarado a parlé des possibilités d'investissement pour les entreprises canadiennes dans des secteurs comme la logistique, les infrastructures, l'énergie et l'extraction des ressources. Des délégués ont aussi indiqué qu'il y a très peu de vols directs entre le Panama et l'Ouest canadien.

RÉUNION AVEC LA CHAMBRE DE COMMERCE PANAMA-CANADA

La délégation canadienne s'est réunie avec des membres de la chambre de commerce Panama Canada (PANCANADA), qui représentent des entreprises canadiennes qui ont investi au Panama, des chefs d'entreprises canadiennes, des consultants et des entreprises panaméennes qui souhaitent faire des affaires au Canada. Les membres de PANCANADA qui ont participé à la réunion représentaient divers secteurs comme l'exploitation minière, les services financiers, les infrastructures, l'énergie et les biens de consommation. Ces membres ont informé la délégation de leurs activités visant à promouvoir les investissements et le tourisme canadiens au Panama, dont une prochaine délégation commerciale de PANCANADA à Toronto, en Ontario. De plus, la délégation a entendu parler des deux services offerts par PANCANADA aux entreprises canadiennes qui souhaitent faire des affaires au Panama et de certaines des difficultés liées à l'investissement au Panama. Tous les participants à la réunion ont indiqué vouloir renforcer les relations commerciales entre le Canada et le Panama.

RÉUNION AVEC LE BUREAU RÉGIONAL DU PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES

M. Leo Heileman, directeur et représentant régional du bureau régional du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour l'Amérique latine et les Caraïbes, a rencontré la délégation canadienne pour discuter de mesures visant à atténuer les effets des changements climatiques et à s'y adapter.

M. Heileman a expliqué que le rôle du PNUE consiste à appuyer les pays tandis qu'ils intègrent des mesures de lutte contre les changements climatiques dans leurs politiques et leurs programmes nationaux. Il a fait remarquer qu'un nombre croissant de pays demandent le soutien du PNUE et que le PNUE se sert de mesures novatrices pour répondre aux demandes de soutien des gouvernements. Par exemple, en Argentine, le PNUE a placé un employé dans le ministère de l'Environnement pour aider à élaborer des projets visant à lutter contre les changements climatiques. Le PNUE a également ouvert un bureau de trois personnes en Colombie pour appuyer les efforts déployés par ce pays pour régler les questions environnementales.

En outre, le PNUE offre du soutien technique aux pays dans le but d'améliorer la collecte de données environnementales afin de faciliter le suivi des indicateurs liés aux objectifs de développement durable des Nations Unies. Selon M. Heileman, plusieurs pays ne possèdent pas la capacité statistique requise pour recueillir ces données. Il serait donc utile de les encourager à améliorer leur capacité de collecte de données de façon à mesurer les progrès. Le PNUE s'efforce aussi d'améliorer sa propre capacité d'analyse des données.

La délégation a soulevé le rôle de l'installation de la Région des lacs expérimentaux à Kenora, en Ontario, dans la collecte de données environnementales sur les lacs d'eau douce. L'installation de recherche, qui recueille des données depuis 1965, est un bon exemple des pratiques exemplaires dans le domaine du suivi des données longitudinales sur l'environnement.

VISITE DU CENTRE HUMANITAIRE

Accompagnée de représentants de la Croix-Rouge canadienne, de la Croix-Rouge internationale et du Programme alimentaire mondial, la délégation canadienne a visité les nouveaux entrepôts pour le centre humanitaire du Panama. Le centre humanitaire, qui est financé et mis en œuvre par le gouvernement du Panama, tire profit du statut actuel du Panama à titre de plaque tournante pour plusieurs organismes des Nations Unies et organisations internationales non gouvernementales, dont le Programme alimentaire mondial et la Croix-Rouge internationale, qui entreposent déjà leurs articles non alimentaires dans le pays afin de faciliter le déploiement en cas de catastrophe naturelle ou de crise humanitaire dans l'Amérique latine et les Caraïbes.

Plus particulièrement, la délégation a été informée des nouveaux entrepôts et des entrepôts améliorés ainsi que de la capacité accrue du nouveau centre humanitaire en matière de logistique et de transport. Le centre offre notamment un accès rapide à l'aéroport international Panama Pacifico, ce qui permet de déployer rapidement des secours d'urgence aux zones touchées dans l'Amérique latine et les Caraïbes.

RÉUNION AVEC L'AUTORITÉ DU CANAL DE PANAMA ET VISITE DES ÉCLUSES DE MIRAFLORES

La délégation canadienne a rencontré M^{me} Ilya de Marotta, vice-présidente exécutive de l'ingénierie de l'Autorité du canal de Panama. M^{me} de Marotta a souligné l'élargissement du canal de Panama en 2016, les recettes annuelles générées par l'Autorité du canal de Panama – et versées au gouvernement du Panama – et certaines des difficultés que connaît actuellement l'Autorité du canal de Panama. M^{me} de Marotta a accompagné la délégation lors d'une visite des écluses de Miraflores, y compris la salle de contrôle.

ACTIVITÉS AU COURS DE LA 3^e RENCONTRE DU RÉSEAU PARLEMENTAIRE SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE PARLAMERICAS

INAUGURATION

Lors de la séance inaugurale de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, trois conférenciers ont fait des observations préliminaires. M. Rolando Gonzalez Patricio, qui est un membre de l'Assemblée nationale de Cuba et le secrétaire des comités de Parlatino, a prononcé un discours de bienvenue au nom de M. Elias Castillo, qui est un membre de l'Assemblée nationale et le président de Parlatino. Il a souligné le solide partenariat entre le Parlatino et ParlAmericas et a commenté les répercussions des changements climatiques à Cuba. Selon lui, Cuba perdra une grosse portion de ses terres en raison de la hausse du niveau de la mer et cherche aussi à remédier à la salinisation des sources d'eau douce intérieure, qui a des conséquences sur l'irrigation des terres agricoles et la production alimentaire.

Au nom de ParlAmericas, M. Nault a souhaité la bienvenue aux participants à Panama. Il a encouragé les parlementaires à promouvoir la prise de mesures concrètes dans la lutte contre les changements climatiques et a insisté sur le fait que les parlements et les gouvernements doivent prendre des mesures fermes et immédiates pour lutter contre les changements climatiques. Il a fait remarquer que les changements climatiques ont eu des répercussions sur le Canada au cours des dernières années, notamment des feux de forêt et des inondations de grande envergure. Il a conclu son discours d'ouverture en remerciant le Parlatino et ParlAmericas d'avoir organisé la réunion avec succès.

Dans son discours d'ouverture, M. Javier Ortega, qui est un membre de l'Assemblée nationale du Panama et le président du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, a reconnu que le nombre de participants qui assistaient pour la première fois à une rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas signale l'engagement parlementaire renouvelé à lutter contre les changements climatiques. Selon M. Ortega, les changements climatiques sont une réalité et tous les efforts déployés pour promouvoir la prise de mesures contribuent au programme international de lutte contre les changements climatiques. Il a fait remarquer que le rôle des parlementaires consiste à établir des objectifs nationaux relativement à la lutte contre les changements climatiques. Enfin, il a énuméré un certain nombre de partenariats entre ParlAmericas et des organismes internationaux qui pilotent des initiatives mondiales de lutte contre les changements climatiques et il a indiqué que ces

partenariats tiennent compte du rôle joué par les parlementaires en vue de favoriser la prise de mesures contre les changements climatiques à l'échelle nationale.

1^{re} SÉANCE – L'ACTION CLIMATIQUE INTERNATIONALE ET LE RÔLE DES PARLEMENTS NATIONAUX

Deux conférenciers ont donné des présentations au cours de la 1^{re} séance de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, qui était axée sur le rôle des parlements dans la promotion de l'action climatique. M. Carlos Ruiz-Garvia, coordonnateur régional du centre régional de collaboration en Amérique latine et aux Caraïbes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a fourni des renseignements sur la mission de la CCNUCC et les réunions annuelles de la Conférence des Parties (CdP). Selon lui, si le monde ne change pas de cap, la température mondiale aura augmenté de 2,8 °C d'ici 2100, ce qui augmentera considérablement les coûts des mesures d'adaptation. Il a donc exhorté les parlementaires à appuyer des stratégies conçues pour limiter la hausse de la température mondiale.

M. Ruiz-Garvia a expliqué que la CdP 24 qui se tiendra en Pologne en décembre 2018 sera un événement important dans le programme international de lutte contre les changements climatiques. L'année 2020 sera également une année importante parce que tous les pays auront présenté leurs contributions déterminées au niveau national en vertu de l'Accord de Paris. Ces contributions, qui seront ensuite passées en revue tous les cinq ans, sont le principal outil qui sera utilisé pour déterminer si les engagements internationaux permettront de limiter la hausse de la température mondiale. De plus, il a insisté sur le fait que les pays doivent prendre plus de mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci. M. Ruiz-Garvia a conclu son discours en faisant remarquer que plusieurs pays ont des lacunes législatives concernant les changements climatiques; les parlementaires peuvent s'efforcer de combler ces lacunes.

M^{me} Ana Belén Martin, qui est un membre de l'Assemblée nationale de l'Équateur et la vice-présidente suppléante – Amérique du Sud du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, a parlé de l'influence des parlements nationaux sur le « plan d'action » sur les changements climatiques de leur pays. Elle a encouragé les parlementaires à continuer d'exercer des pressions sur leurs gouvernements respectifs afin qu'ils mettent en œuvre des mesures concrètes et immédiates pour lutter contre les changements climatiques. M^{me} Belén Martin a également parlé des vulnérabilités de l'Équateur et du fait que les catastrophes naturelles et les changements climatiques ont une incidence disproportionnée sur les pauvres, les Autochtones, les femmes et les communautés marginalisées. Elle a mentionné la loi de l'Équateur, qui oblige les entreprises privées à se renseigner sur l'intégration de mesures de lutte contre les changements climatiques dans leur modèle d'affaires et à suivre une formation sur le sujet.

2^e SÉANCE – LES DÉFIS ET LES POSSIBILITÉS SOCIOÉCONOMIQUES LIÉS À L'OBJECTIF DE LIMITER LA HAUSSE DE LA TEMPÉRATURE MONDIALE À 1,5 DEGRÉ CELSIUS

Deux présentations ont été données au cours de la 2^e séance de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, qui portait sur les défis et les possibilités socioéconomiques liés à l'objectif de limiter la hausse de la température mondiale à 1,5 degré Celsius. M. Gian Carlo Delgado, membre du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) dans les villes, a présenté les grandes lignes du cinquième rapport d'évaluation du GIEC et a donné un aperçu du rapport spécial du GIEC sur le réchauffement de la planète de 1,5 °C, qui a été publié plusieurs jours plus tard. Il a indiqué qu'il est écrit dans le rapport spécial que des experts ont indiqué que la planète ressent déjà les effets d'une hausse de 1,0 °C de la température mondiale. Selon lui, le rapport souligne aussi un certain nombre de répercussions des changements climatiques qui pourraient être évitées en limitant la hausse de la température mondiale à 1,5 °C.

M. Delgado a aussi indiqué que, dans le cas des Amériques et des Caraïbes, le principal problème est le développement urbain; 80 % de la population vit dans des villes. À son avis, les gouvernements ont de la difficulté à planifier le développement urbain d'une façon qui n'augmentera pas les émissions de gaz à effet de serre. Il a encouragé la coopération sud-sud afin d'élaborer des stratégies pertinentes de lutte contre les changements climatiques et d'établir un meilleur équilibre entre les stratégies d'adaptation et d'atténuation.

M^{me} Nidya Pesantez, spécialiste de programme, ONU Femmes Équateur, a parlé des inégalités entre les hommes et les femmes et a souligné que, en raison de ces inégalités, les femmes sont plus sensibles aux changements climatiques que les hommes. Elle a expliqué que la réduction des inégalités entre les sexes peut aider à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et contribuer à une société plus égale. De plus, elle a fait remarquer que les parlementaires devraient mettre à jour leur cadre juridique national sur les changements climatiques en tenant compte de l'équité entre les sexes.

3^e SÉANCE – PERTES ET PRÉJUDICES DANS LES AMÉRIQUES ET LES CARAÏBES – AU DELÀ DE L'ADAPTATION

Le député François Choquette a été le modérateur de la 3^e séance de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, qui portait sur les pertes et les préjudices sociaux et économiques découlant des catastrophes naturelles et des changements climatiques. La seule présentation de la séance a été donnée par M. Raul Salazar, chef du Secrétariat des Amériques du UNISDR.

M. Salazar a présenté les quatre priorités du cadre d'action de Sendai et souligné les tendances liées aux répercussions des catastrophes dans les Amériques. De plus, il a parlé de l'importance d'élaborer et de mettre en œuvre des plans nationaux de réduction des risques de catastrophes. Ceux-ci devraient inclure des scénarios de risque et des pertes annuelles prévues liées aux catastrophes naturelles et aux changements climatiques. Il a expliqué, par exemple, que, d'ici 2050, les changements climatiques

auront augmenté le coût des dommages causés par le vent aux Caraïbes de 1,5 milliard de dollars américains. Selon lui, les pertes découlant de catastrophes naturelles peuvent entraîner des revers dans les niveaux de développement de certains pays. Il a fourni l'exemple du Guatemala, où l'ouragan Agathe a contribué à la hausse de 14 % du taux d'extrême pauvreté.

En outre, M. Salazar a laissé entendre que les mesures gouvernementales de réduction des risques de catastrophes devraient viser à accroître les connaissances sur les risques de catastrophes, à renforcer la gouvernance de la gestion des risques de catastrophes, à investir dans la réduction des risques de catastrophes, à améliorer la préparation en cas de catastrophes et à faire des investissements dans des « infrastructures résilientes ». Étant donné qu'environ 60 % des territoires urbains prévus n'ont pas encore été développés dans les Amériques et les Caraïbes, il a aussi mentionné que les pays ont l'occasion de construire des « infrastructures résilientes » et de procéder à une planification intelligente en milieu urbain.

Enfin, M. Salazar a exhorté les pays à surveiller les pertes causées par les catastrophes, y compris celles de petite envergure et celles dans des secteurs comme l'agriculture et la santé, qui sont souvent sous-déclarées, et à les signaler au UNISDR. Il a dit que les pays peuvent signaler leurs pertes sur la plateforme en ligne du UNISDR et a laissé entendre que l'amélioration de la surveillance et de la déclaration des pertes permettra aux gouvernements de faire en sorte que les budgets nationaux tiennent compte des pertes annuelles prévues. À son avis, les gouvernements seront aussi mieux placés pour élaborer et mettre en œuvre des stratégies de réduction des risques de catastrophes, encourager les secteurs pertinents à employer des approches novatrices de financement du risque et améliorer la couverture d'assurance, au besoin.

SÉANCE INTERACTIVE – CONTRIBUTION DES PARLEMENTAIRES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Au cours de la séance interactive, les parlementaires ont formé de petits groupes et discuté des quatre thèmes suivants avec des experts en changements climatiques : la réduction des risques de catastrophe et l'adaptation aux changements climatiques; l'élimination des différences entre les mesures locales et nationales de lutte contre les changements climatiques; les répercussions des changements climatiques sur les sexes; et la tarification du carbone. Plus particulièrement, les parlementaires ont posé des questions et ont été mieux informés des ressources disponibles, tandis que les experts en ont appris davantage sur le rôle et les expériences des parlementaires concernant le programme de lutte contre les changements climatiques. À la fin de la séance, un parlementaire de chaque groupe a fait rapport sur les principaux sujets de discussion.

4^e SÉANCE – LA TARIFICATION DU CARBONE DANS LES AMÉRIQUES ET LES CARAÏBES

Deux présentations ont été données au cours de la 4^e séance de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, qui portait sur la tarification du carbone dans les Amériques et les Caraïbes. M^{me} Jennifer Simons,

Présidente de l'Assemblée nationale du Suriname, s'est concentrée sur les façons dont les parlements dans les Amériques et les Caraïbes peuvent encadrer des approches nationales de tarification du carbone. Étant donné les différences prononcées entre les pays dans la région, elle a fait remarquer qu'une approche universelle ne conviendrait pas. Selon elle, les parlements sont essentiels pour déterminer le mécanisme de tarification du carbone qui conviendra le mieux à leurs réalités sociales, environnementales et économiques particulières.

Ayant remarqué le manque d'expertise dans le domaine de la tarification du carbone et les difficultés liées aux négociations avec des sociétés et des intervenants internationaux, M^{me} Simons a émis des réserves au sujet de la manière dont les petits pays des Caraïbes pourraient respecter les mécanismes de tarification du carbone. Elle a également indiqué que la tarification du carbone n'est pas un enjeu prioritaire pour certains pays des Caraïbes, dont l'économie est faible et dont la capacité d'atténuer les effets des changements climatiques est limitée. Cependant, l'élaboration d'une approche régionale et la formation sont les deux solutions qui sont actuellement mises en œuvre. Mme Simons a également laissé entendre que les mécanismes d'échange de droits d'émission de carbone et de capture du carbone pour les petits pays sont complémentaires au mécanisme de tarification du carbone et qu'ils contribuent à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle a souligné que tous les mécanismes devraient être surveillés de près pour s'assurer qu'ils permettent aux pays de réduire efficacement leurs émissions.

M. Alexis Leroy, fondateur et président-directeur général d'ALLCOTT, a expliqué le fonctionnement des systèmes d'échange de droits d'émission et a donné un aperçu des initiatives internationales de tarification du carbone et de l'Accord de Paris. Il s'est servi du système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne – un système « de plafonnement et d'échange » axé sur le marché – pour illustrer certains des avantages d'un tel système. Il a fait remarquer que le système permet d'établir des cibles qui s'appliquent à l'ensemble des secteurs économiques dans le but de réduire les émissions de gaz à effet de serre sans répercussions négatives sur l'économie et de recueillir des fonds pour financer des mesures nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques. Par exemple, entre 1990 et 2016, les émissions de l'Union européenne ont été réduites de 23 %, alors que son économie collective a connu une croissance de 53 %. Entre 2013 et 2015, le système d'échange de droits d'émission de l'Union européenne a recueilli près de 12 milliards d'euros; ces fonds ont été affectés à des mesures nationales et internationales de lutte contre les changements climatiques. M. Leroy a aussi parlé de certains des secteurs prioritaires pour la tarification du carbone dans les Amériques et les Caraïbes et il a donné ses points de vue sur les résultats souhaités pour la CdP 24.

DIALOGUE DE TALANOA : UN MESSAGE POLITIQUE POUR LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Au cours de la dernière séance de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas, plus de 30 parlementaires ont produit une courte vidéo et une déclaration photo dans le but de donner leur point de vue politique

sur les trois questions soulevées dans le cadre du dialogue de Talanoa : Où sommes-nous? Où voulons-nous aller? Comment y arriverons-nous? La vidéo fera partie de la soumission de ParlAmericas au dialogue de Talanoa.

CLÔTURE

À la fin des séances, on a lu la déclaration de la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas et une version modifiée a été adoptée. M. Nault et M. Castillo ont ensuite prononcé le mot de la fin.

M. Nault a exhorté les parlementaires à faire preuve de diligence et à faire en sorte que la lutte contre les changements climatiques demeure une priorité dans leur programme national. De plus, il les a encouragés à se servir de leurs plateformes et leurs réseaux parlementaires pour promouvoir les objectifs ambitieux relatifs à l'action climatique.

M. Castillo a souligné que la participation à la 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas a fourni une excellente occasion d'unir les efforts et d'éviter le dédoublement. Il a fait valoir que la collaboration et l'échange d'idées sur la lutte contre les changements climatiques ont de l'importance pour de nombreux parlementaires de petits pays dans les Amériques et les Caraïbes.

Respectueusement soumis,

Hon. Robert Nault, C.P., député
Président
Section canadienne de ParlAmericas

Frais de déplacement

ASSOCIATION	Section canadienne de ParlAmericas
ACTIVITÉS	<ul style="list-style-type: none">• Visite bilatérale au Panama• 3^e rencontre du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas
DESTINATION	Ville de Panama (Panama)
DATES	Du 1 ^{er} au 5 octobre 2018
DÉLÉGATION	
CHAMBRE DES COMMUNES	L'honorable Robert D. Nault, C.P., député L'honorable Steven Blaney, C.P., député M. François Choquette, député M. Randy Hoback, député M. Marc Serré, député
PERSONNEL	M. David-Andrés Novoa, secrétaire de l'Association M ^{me} Nadia Faucher, conseillère de la Section canadienne
TRANSPORT	18 194,79 \$
HÉBERGEMENT	4 457,43 \$
ACCUEIL	4 119,86 \$
INDEMNITÉS QUOTIDIENNES	3 974,34 \$
CADEAUX OFFICIELS	352,98 \$
DIVERS/ FRAIS D'INSCRIPTION	3 969,37 \$
TOTAL	35 068.77 \$